

« Liberté(s) et communisme »¹

Le débat sur la liberté a tendance aujourd'hui à se focaliser sur des questions morales et sociétales, telles la liberté de culte et la présence des signes religieux dans l'espace public, la liberté de mettre fin à ses jours (la mort médicalement assistée) et celle de recourir à l'avortement, ou encore la liberté sexuelle et les droits afférents comme le mariage ou l'adoption pour les personnes homosexuelles. Ces questions ont toute leur importance qu'il ne s'agit pas ici de contester. Force est cependant de constater qu'elles occupent aujourd'hui une position centrale du débat sur la liberté, occultant tout débat sur une autre forme de liberté, forme que l'on pourrait qualifier de consubstantielle à l'histoire du mouvement ouvrier, qui est la liberté matérielle, moteur de l'émancipation dont dépend directement l'accès à toute une série de droits (accès au savoir et à l'éducation, au loisir, à une nourriture saine, aux soins de santé, au logement...). Cette liberté, la gauche social-démocrate a progressivement renoncé à la revendiquer pleinement.

Concrètement, la plupart d'entre nous doivent aujourd'hui pour vivre - et parfois même simplement survivre si l'on sait qu'un Belge sur sept vit sous le seuil de pauvreté - vendre leur force de travail (manuelle ou intellectuelle) à une personne ou un groupe de personnes qui leur « donnent du travail ». Et cette portion de vie qu'il faut vendre ne cesse de croître. Ainsi, l'on ne parle plus de diminution du temps de travail, pourtant longtemps obtenue en compensation de l'augmentation de la productivité. Elle a également disparu des revendications politiques de la gauche parlementaire. On constate même un phénomène inverse avec des augmentations de la durée de travail hebdomadaire comme récemment dans l'intercommunale TECTEO pourtant gérée majoritairement par des mandataires socialistes. On constate également une augmentation de la durée de la vie active via un recul de l'âge de la pension légale, avec des mesures telles que le Pacte (dit) des générations. Enfin, diverses études montrent un accroissement de la pénibilité du travail pour un large spectre de professions en raison de pressions liées aux « impératifs » de rentabilité et de productivité accrues. Une conséquence annexe de ce changement de cap est que la part qui revient au salaire dans la richesse produite est en constant recul.

Pour synthétiser, l'on constate donc qu'une liberté fondamentale, pour ne pas dire la première des libertés, à savoir le fait de s'émanciper, de ne devoir « vendre » à aucun autre être humain les conditions de sa survie matérielle, et quand on le fait que cela soit pour une part décroissante de son temps et en étant suffisamment rétribué, est en net recul. Or, l'obtention de cette liberté est précisément le cœur du projet communiste, à travers une revendication marxiste centrale qui est la fin de la « propriété privée des moyens de production », ce qui peut se traduire via diverses formes de socialisation, telle la mise sous statut public (municipalisation, nationalisation,...) ou l'autonomisation de parts croissantes de l'activité économique,

Il faut noter que si la financiarisation de l'économie, l'arrivée de « produits » tels que les « stock-options » ou encore la pension par capitalisation brouillent un peu les pistes, très massivement, cette vérité demeure : il existe une majorité qui doit vendre sa force de travail pour vivre et une minorité qui possède les outils de production (une production qui peut être de service).

Un hiatus historique fondamental

Si la liberté est au cœur du projet communiste, dans le même temps, il est un fait difficilement contestable, bien que fortement déformé par la voix médiatique, que nombre d'expériences communistes - « nombre » et non « toutes », pensons notamment à une expérience comme le Chili de Salvador Allende - *se sont embourbées dans des voies conduisant à des atteintes majeures aux libertés indivi-*

¹ Analyse de Pierre Eyben, porte-parole du PCWB et collaborateur bénévole de l'ACJJ. Il s'agit du texte de l'intervention donnée au CAL de La Louvière le 27 octobre 2009 dans le cadre du cycle « Politique et liberté(s) ».

duelles au nom de l'intérêt collectif. Il y a là un hiatus fondamental et les formations communistes non sectaires ont aujourd'hui toutes mené un débat critique sur ces questions.

Au Parti Communiste Wallonie-Bruxelles, ce débat a débuté il y a très longtemps. C'est par exemple lors du congrès de Vilvoorde de 1954 que le PC W-B a renoncé à la notion de « dictature du prolétariat » inscrivant très clairement son projet communiste dans le cadre d'un élargissement de la sphère démocratique et non l'inverse.

Il est donc pénible de constater à quel point le projet communiste est diabolisé et instrumentalisé de façon globale. L'équation « communisme = Staline = goulag » a droit de cité. Au Parlement Européen, sous la pression de la droite, on tente même d'imposer un parallèle entre communisme et fascisme. Tout ceci pèse lourdement sur la possibilité de débattre de façon honnête et sereine de ce qui relève du communisme et des analyses marxistes, avec des éléments qui méritent débat, et de ce qui relève de la façon dont des hommes l'ont dans certains cas mis en application. Réduire le communisme au triste échec du stalinisme soviétique, c'est un peu comme si pour parler du système capitaliste on se limitait à prendre en exemple le Chili de Pinochet, l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid ou la Birmanie.

Projet communiste aujourd'hui

Ce n'est pas un hasard si l'on retrouve aujourd'hui au cœur de la réflexion et de l'action communiste (notamment mais pas exclusivement en Europe) la question de l'élargissement de la sphère démocratique. En France, ce sont par exemple des municipalités communistes qui ont initié les premières expériences de démocratie participative. L'Etat est pour les communistes l'outil qui assure à toutes et tous, égalité de traitement et droit à l'exercice entier de sa liberté, pas une finalité en soi, pas une structure au dessus de la population et de ses aspirations.

Le projet communiste aujourd'hui fait une priorité de la défense de la sphère publique face au marché (et cela passe par de multiples mécanismes certains centralisateurs et d'autres au contraire relocalisant des centres de décision), de la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme (ici comme ailleurs), et en passant aussi de la femme par l'homme, de l'arrêt de la financiarisation mortifère de l'économie mondiale (ce qui passe par une remise en cause de nombreux organismes non démocratiques tels le FMI, l'OMC,...), du combat anti-militariste (entre autre pour la dissolution de l'OTAN), et de l'élargissement de la démocratie (démocratie participative, démocratie dans les entreprises,...),...

Point ici de goulag, de Stasi, de Grand Timonier mais simplement la volonté de reprendre fermement mais démocratiquement au monde économique le contrôle des orientations politiques de la société.

Questionner la liberté ici et maintenant

Il faut noter que le pare-feu communiste permet de ne pas questionner ces mêmes libertés dans nos démocraties représentatives. Il est cependant important d'analyser également les évolutions mues par la logique économique actuelle et qui mettent en cause nos libertés. Les diverses règles électorales mises en place (financement des partis représentés, seuils électoraux, présence médiatique,...) ainsi que l'intrusion d'institutions supranationales non élues (FMI, OMC,...) ne constituent-elles pas une distorsion grave à la liberté de choix politique ? L'intrusion des technologies de contrôle (carte d'identité électroniques, caméra de surveillance dans l'espace public,...) et de modelage des aspirations (publicité) ne constituent-elles pas une atteinte fondamentale aux libertés individuelles ? Certaines nouvelles législations (lois dites antiterroristes, astreinte judiciaire en cas de grève,...) ne constituent-elles pas une mise en péril grave de la liberté de contestation sociale de l'ordre établi ? Trois évolutions sont particulièrement interpellantes.

Une première est l'intrusion publicitaire. Nous vivons dans une société de consommation obnubilée par la croissance de son activité économique. Pour assurer cette croissance, le citoyen est de plus en plus massivement incité à la consommation via le stimulus publicitaire, un stimulus par ailleurs de plus en plus agressif. On parle aujourd'hui de budgets publicitaires faisant plusieurs points de PIB. A titre

d'exemple, en Belgique le budget publicitaire dépasse celui de la Justice. La conséquence est pour le citoyen l'essor de l'achat d'impulsion conduisant à un endettement croissant et pour la planète une destruction accélérée liée à la surproduction et à la surconsommation, une destruction qui, in fine, tombera d'abord lourdement sur la tête des plus pauvres.

Une deuxième est la perte de liberté politique mise notamment en lumière par l'adoption de la Constitution européenne, rebaptisée Traité de Lisbonne et imposée en contournant au maximum l'avis des peuples (France, Pays-Bas,...), ce qui en soit pose déjà question, est un bel exemple de l'évolution politique actuelle. Cette Constitution grave dans le marbre des options politiques et économiques. Ainsi si demain un gouvernement de gauche prônant le protectionnisme social était élu il verrait sa marge de manœuvre entravée par le dogme de la « concurrence libre et non faussée » présent dans un texte à valeur constitutionnelle. De tels textes ainsi que le pouvoir croissant d'organismes non démocratiquement élus tels le FMI ou l'OMC constituent assurément un recul de la liberté de mettre en place une alternative économique, ici comme dans les pays soumis aux plans dits « d'ajustement structurel ». Parallèlement on constate aussi le déploiement de tout un arsenal législatif, abusivement qualifié « d'antiterroriste » et qui met gravement en péril la liberté d'expression. Enfin on constate une criminalisation croissante des luttes sociales, criminalisation qui constitue une remise en cause progressive (notamment via des astreintes financières) du droit de grève.

Un troisième et dernier élément est le leurre de la liberté d'entreprendre dans le cadre actuel. Cette notion est massivement mise en avant. Plan Marshall, diminution des cotisations patronales, intérêts notionnels, tout est fait pour créer les conditions propices à la liberté d'entreprendre. Cependant, telle qu'elle est conçue aujourd'hui, elle est un leurre. Qui a la liberté d'entreprendre ? Fondamentalement, celles et ceux qui en ont les moyens financiers et intellectuels, celles et ceux qui ont pu bénéficier de formations suffisantes. Or, on constate que les formations les plus qualifiantes vont pour l'essentiel à celles et ceux dont les parents en bénéficient déjà. A titre d'exemple, le nombre d'enfants d'ouvriers faisant des études universitaires est extrêmement faible (moins de 10%). L'exception existe mais ne fait aucunement la règle d'un ascenseur social très théorique. Bref, la liberté d'entreprendre est pour l'essentiel aujourd'hui un luxe réservé à une élite. Par ailleurs, on associe à cette liberté le droit pour « l'entrepreneur » et/ou pour les propriétaires de l'outil de travail (par exemple les actionnaires), outil souvent construit avec l'argent de la production, de se départir de toute démocratie dans sa gestion. Concrètement, ils ont le droit de décider de façon unilatérale de ses options et de son avenir, c'est à dire sans consultation démocratiques de toutes celles et ceux, les travailleurs, qui par leur force de travail rendent possible la vie de l'entreprise. Or, la première qualité que l'on attend d'une liberté est bien d'être accessible équitablement pour toutes et tous et de ne pas être confinée hors de certains lieux.

En conclusion

On le voit, le débat sur nos libertés mérite d'être élargi. Le projet communiste, souvent présenté comme antinomique avec une extension des libertés (en particulier individuelles) ne l'est pas. Au contraire, il propose des changements structurels fondamentaux dans l'organisation de la société et des rapports sociaux qui seuls permettront l'extension véritable de la sphère démocratique pour l'ensemble de la population. Le projet communiste permet également l'élargissement de la sphère démocratique au monde de la production (de biens, de savoirs, de services,...) ce qui est essentiel.